

dement que vers la fin de la bataille, après que le maréchal de Mac-Mahon eut été blessé, et voilà qu'on voulait lui faire signer une pareille capitulation. Le maréchal de Moltke exprima son regret de ne pouvoir tenir compte de la position du général que, du reste, il savait apprécier. Il rendit hommage à la valeur des troupes françaises, mais il déclara qu'on ne pouvait défendre Sedan avec succès, et que le passage à travers nos lignes était impossible. Il ne demandait pas mieux que d'autoriser un des aides de camp du général à visiter nos positions afin de s'en convaincre.

Le général de Wimpfen aborda alors le côté politique de la question. Il dit qu'à ce point de vue, la prudence nous conseillait de lui accorder de meilleures conditions. Nous ne pouvions ne pas désirer une paix prochaine et durable, et nous ne l'aurions qu'en nous montrant généreux. En ménageant l'armée, nous obtiendrions sa reconnaissance et celle de la nation entière, et nous ferions naître partout des sentiments d'amitié. La décision contraire serait le germe et le commencement de guerres sans fin.

Là-dessus, je pris la parole, puisque la réponse à cet argument rentrait dans mes attributions. Je répondis au général « que l'on pouvait compter sur la reconnaissance d'un prince, mais non sur celle d'un peuple, et que la reconnaissance des Français serait plus douteuse que celle d'un autre peuple. En France, il n'y a ni situation ni institutions durables ; les dynasties et les gouvernements se succèdent les uns aux autres sans relâche, et l'un, naturellement, n'est pas tenu de faire ce qu'a promis l'autre. Dans cet état de choses, ce serait folie à nous de ne pas exploiter jusqu'au bout nos succès. Les Français sont un peuple envieux et jaloux. La victoire de Königsgrätz les a blessés, et ils ne nous l'ont jamais pardonnée bien qu'elle ne les ait en rien diminués. Comment notre générosité pourrait-elle les porter à oublier Sedan ? »

Le général de Wimpfen ne se rendit pas ; il soutint que le caractère français s'était modifié dans les derniers temps. « La France, dit-il, avait appris sous l'Empire, à songer aux intérêts de la paix plus qu'à la gloire militaire ; elle était prête à proclamer la fraternité des peuples, etc. » Il me fut facile de lui prouver le contraire, et de lui montrer que lui accorder sa demande, ce serait contribuer à prolonger la guerre, et non pas la finir. Je conclus en disant qu'il fallait maintenir nos exigences.

Le général Castelnau prit la parole et déclara, au nom de son souverain, que l'Empereur n'avait remis, la veille, son épée au Roi que dans l'espoir d'obtenir une capitulation honorable. Je dis : « Quelle épée était-ce ? l'épée de la France ou celle de l'Empereur ? » Il répondit : « L'épée de l'Empereur. — Eh bien, alors, s'écria vivement le maréchal de Moltke, il ne peut pas être question d'autres conditions » : et un sourire de satisfaction éclaira son visage. « — Très bien, dans ce cas, nous nous battons encore une fois demain, dit le général de Wimpfen. — Je ferai ouvrir le feu à quatre heures, répliqua le maréchal de Moltke. » Et les Français firent mine de s'en aller. Je les déterminai à rester et à y réfléchir deux fois. Finalement ils se décidèrent à demander une prolongation de l'armistice, afin d'avoir le temps de s'entendre avec les leurs à Sedan sur nos exigences. Le maréchal de Moltke ne voulut pas d'abord y consentir, mais je lui représentai que la prolongation ne pouvait nous nuire en aucune façon, et il céda.

Le 2, à six heures du matin, le général Reille parut devant la maison où je logeais, à Donchéry, et me dit que l'Empereur désirait me parler. Je m'habille et je monte à cheval pour me rendre à Sedan, où je compte le trouver. Je le rencontre à Fresnais, à trois kilomètres de Donchéry, sur la chaussée. Il était assis avec trois officiers dans une voiture attelée de deux chevaux, et trois officiers accompagnaient la voiture. Je ne reconnus que MM. Reille, Castelnau, de la Moskowa, et Joubert. J'avais accroché mon revolver à mon ceinturon, et le regard de l'Empereur s'y attacha un bon moment.

Je fis le salut militaire, il ôta son képi et les officiers suivirent son exemple ; je les imitai, bien que cela soit contraire à notre règlement militaire. « Couvrez-vous, donc, fit-il. » Je le traitai absolument comme à Saint-Cloud et lui demandai quels étaient ses ordres. Il voulait parler au Roi. Je lui dis que cela n'était pas possible, le quartier de sa Majesté étant éloigné de deux lieues. Le fait est que je ne voulais pas qu'il rencontrât le Roi avant que la capitulation fût tranchée. Il demanda ensuite où il pourrait s'arrêter, ce qui indiquait qu'il ne voulait pas retourner à Sedan : il craignait qu'il ne lui arrivât des désagréments.